

DECLARATION COMMUNE

Appel à la redéfinition des rapports avec l'Etat français et à la solidarité panafricaine.

Lors du récent sommet de l'OTAN tenu à Londres les 3 et 4 décembre 2019, le président français Emmanuel Macron a directement interpellé les chefs d'Etat du G5 Sahel au sujet de l'éventuelle ambiguïté qui existerait entre la présence de forces militaires françaises dans le Sahel et l'expression de « mouvements anti-français » en Afrique francophone. Il s'est également permis de convoquer tous les chefs d'Etat du G5 Sahel en France, à Pau, le 16 décembre prochain, pour les entendre « clarifier leur demande à l'égard de la France et de la communauté internationale » concernant la présence des forces militaires françaises dans cette zone.

L'opinion publique africaine a été choquée et outrée par le ton des propos et par la manière dont le président français s'est adressé à ceux qu'il aurait dû considérer comme ses pairs.

Nous condamnons fermement cette attitude arrogante du Président Emmanuel Macron, que nous percevons comme un manque de respect vis-à-vis des chefs d'Etat des pays cités et de leurs peuples.

Faut-il rappeler au Président Macron que les pays Africains font partie de la « communauté internationale » dont il s'improvise porte-parole sans être mandaté à cet effet ?

Les peuples africains réclament depuis longtemps l'abolition des relations néocoloniales entre la France et ses anciennes colonies, lesquelles s'exercent à travers le franc CFA, les accords économiques et financiers léonins, les accords de défenses iniques, le soutien aux régimes dictatoriaux, la présence de troupes françaises, etc.

A travers ses interrogations à l'endroit des chefs d'Etats du G5 Sahel (« Souhaitent-ils notre présence ? Ont-ils besoin de nous ? »), Emmanuel Macron remet au goût du jour une question lancinante à laquelle les dirigeants africains ont été confrontés au congrès du Parti pour le Rassemblement Africain de Cotonou en juillet 1958 et à la conférence de Brazzaville en Août 1958 : choisir entre une indépendance immédiate des Etats d'Afrique francophone et la perpétuation d'une communauté déséquilibrée et asymétrique avec la France.

Il est évident que notre présente déclaration s'adresse d'abord aux chefs d'Etat du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Nous les exhortons à ne pas se rendre à Pau le 16 Décembre. Nous leur recommandons de se concerter dans les meilleurs délais en vue de préparer une réponse commune à l'interpellation du président de la République française.

Cette déclaration s'adresse ensuite à l'ensemble des chefs d'Etat de la CEDEAO ; nous leur demandons l'organisation, dans les meilleurs délais, d'un sommet des chefs d'Etat afin de dégager des mesures effectives permettant la restauration de la paix dans le Sahel et la relève des troupes françaises.

Notre déclaration s'adresse également aux chefs d'Etats membres de l'Union Africaine qui doivent saisir la gravité de l'heure et s'engager résolument aux côtés des Etats du G5 Sahel à prendre en main la sécurité et le maintien de la paix dans la zone.

Nous demandons aux chefs d'Etat de mettre en place, avec les experts africains, universitaires, militaires, organisations de la société civile, etc., une stratégie de sortie de la France du dispositif sécuritaire dans le Sahel et sur les implications de cette sortie dans d'autres secteurs, notamment la politique monétaire (le franc CFA), l'exploitation des ressources naturelles, la stabilité institutionnelle, etc.

Aux Nations Unies, et aux organisations internationales des droits de l'homme, nous demandons une mission spéciale d'observation au Sahel pour évaluer la présence de la France dans la zone.

Enfin, cette déclaration s'adresse aux peuples africains du G5 Sahel, de l'espace CEDEAO, de l'Afrique tout entière et de sa diaspora. Nous les appelons à se mobiliser pour exiger le retrait des troupes françaises en Afrique.

Nous considérons l'interpellation irrévérencieuse d'Emmanuel Macron à l'endroit des chefs d'Etat comme une opportunité pour tourner la page de l'impérialisme français en clarifiant définitivement les relations diplomatiques, les conditions et cadres d'intervention de la France dans les pays africains de la zone franc.

Nous croyons, en effet, que l'heure du choix décisif du rejet définitif de la domination historique de l'Etat français sur nos terres et sur nos Etats a sonné.

Ce choix dépendra de notre capacité à former un bloc entre nos peuples et à nous libérer de la Françafrique, le système inique et pernicieux mis en place par le Général de Gaulle au moment de la prétendue accession à l'indépendance des colonies françaises d'Afrique.

Peuples d'Afrique, levez-vous ! Ensemble, en bloc, mettons fin à l'impérialisme français en Afrique !

Fait à Dakar, le 06 décembre 2019

Ont signé cette déclaration, les organisations et personnalités ci-dessus:

Organisations:

Groupe de travail du Rapport Alternatif Sur l'Afrique (RASA) - Afrique),
Leadership, Ethique, Gouvernance et stratégie pour l'Afrique (LEGS- Africa),
Africtivistes, réseau des bloggers africains,
MEMOIREs et PARTAGES (Bordeaux, France),
Cercle Humaniste d'Engagement et de Réflexion pour l'Avenir de l'Afrique (CHERPAA- Paris, France),

Personnalités indépendantes:

Koulsy Lamko, Universitaire, Écrivain (Tchad),
Luc Damiba, expert anti-corruption (Burkina Faso),
Makhily Gassama, ancien Ministre, Essayiste (Sénégal),
Boubacar Boris Diop, Écrivain (Sénégal),
Mamadou Diop, essayiste, ancien Secrétaire general du Ministère de l'intérieur (Senegal),
Ndongo Samba Sylla, Economiste-chercheur, essayiste. (Senegal),
Didier Awadi , artiste musicien international,

